

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Guinée équatoriale: les adieux de Ndong Edu Nchama à Ali Bongo Ondimba

AU terme de sept ans de service comme ambassadeur à Libreville, le diplomate équato-guinéen s'apprête à quitter notre pays.



Photo: DR

Le chef de l'Etat et son hôte ont abordé des questions liées à l'axe Libreville-Malabo.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

L'ambassadeur de Guinée équatoriale au Gabon, Marcos Ndong Edu Nchama, qui s'apprête à quitter définitivement notre pays au terme de sept ans de service, est allé faire ses adieux au chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, hier. C'était à la faveur d'une audience à lui accordée par le numéro un gabonais, au palais

de la présidence de la République. Occasion pour les deux hommes d'aborder les questions liées à l'axe Libreville-Malabo. Surtout la perspective d'un renforcement de l'aspect politico-diplomatique entre les deux Etats. Dans le même cadre, le président de la République et son hôte ont également fait un tour d'horizon des sujets portant sur la sécurité transfrontalière et

l'interconnexion des réseaux électriques entre nos deux pays, en vue d'une meilleure accélération de l'intégration électrique sous-régionale. A l'issue de l'entretien entre les deux personnalités, le diplomate équato-guinéen a adressé ses vifs remerciements au premier magistrat gabonais. Tout comme il s'est félicité de l'excellence des liens multisectoriels qui unissent le Gabon et la Guinée équatoriale.

Éducation : l'UN demande au gouvernement de revoir sa copie

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'ACTUEL bras de fer entre le ministère de l'Éducation nationale et la Convention nationale des syndicats du secteur de l'Éducation (Conasysed), associée au Syndicat de l'Éducation nationale (Sena), ne laisse personne indifférent. Surtout depuis l'annonce du nouveau calendrier scolaire.

Normal, il en va de l'avenir de la jeunesse gabonaise. Ce statu quo a suscité la réaction de Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale (UN), par ailleurs ancienne ministre de l'Éducation nationale sous feu Omar Bongo Ondimba. Dans un communiqué parvenu à notre rédaction, la nouvelle tête de proue de l'UN s'indigne de l'ampleur de la crise actuelle. "Cette crise qui se développe dans le contexte d'une école déjà profondément sinistrée [déficit de salles de classes, effectifs pléthoriques, déficit d'enseignants, inexistence d'enseignants dans plusieurs matières fondamentales, blocage des carrières depuis plusieurs années, stagiaires au long cours, etc.] plombe de manière durable ce secteur sensible et très important pour la marche et l'avenir de notre pays", regrette-t-elle. Et d'ajouter : "L'UN constate pour le regretter la fuite en avant du gouvernement devant les reven-



Photo: DR

Paulette Missambo invite le gouvernement à renouer le dialogue avec les syndicats.

dications somme toutes légitimes des enseignants. Il y répond au contraire par des déclarations intempestives, des menaces de radiations, la rétention des salaires ; plus grave encore la transformation des responsables d'établissements en indics chargés de donner les noms de grévistes et, cerise sur le gâteau, l'amputation du premier trimestre de deux semaines de cours en anticipant les vacances de décembre par un simple communiqué et sans raisons académiques objectives". "L'UN demande au gouvernement, à court terme de renouer sans délai avec les syndicats pour une reprise sincère et apaisée du dialogue, et à long terme de trouver des solutions définitives et pérennes aux problèmes posés depuis plusieurs années par les enseignants. Ni l'École gabonaise, ni l'avenir du Gabon ne méritent le spectacle actuel", pense-t-elle.

Miroir du gouvernement

Quelle stratégie face aux partenaires sociaux ?

À quelques semaines de la célébration des fêtes de fin d'année, l'on est soucieux de la tension qui prévaut actuellement sur le front social. De toutes parts, en effet, les partenaires sociaux fulminent et pestent contre le gouvernement. En pointant du doigt, à tort ou à raison, son "manque manifeste de volonté à satisfaire leurs préoccupations".

Sans aller jusque-là, il faut dire que l'on a vraiment du mal à cerner la stratégie globale du gouvernement face à toutes ces revendications. Difficile, en effet, de déceler une sorte de ligne de conduite prédéfinie devant guider les actions des membres de l'équipe gouvernementale au moment de la survenue des tensions sociales au sein des départements ministériels dont ils ont la charge. De fait, confronté à un mouvement d'humeur, l'on a le sentiment que chaque ministre essaie de "s'en sortir comme il peut

avec ses armes".

A l'analyse des faits, il faut reconnaître qu'il n'existe presque pas de points communs entre l'attitude affichée par le ministre des Eaux, des Forêts, le Pr Lee White, en butte depuis plusieurs mois à la détermination du Syndicat national des professionnels des Eaux et Forêts du Gabon (Synapref) et ses collègues de l'Economie et de la Relance, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou, et de l'Enseignement supérieur, le Pr Patrick Mougouama-Daouda. Tous deux ayant fort à faire respectivement avec la Fédération des collecteurs des régions financières (Fecorefi) et le Syndicat de l'Éducation nationale (Sena), associé à la Convention nationale des syndicats de l'Éducation (Conasysed). Après avoir engagé des discussions, le premier cité semble avoir définitivement rompu les fils du dialogue avec les partenaires sociaux. Quant à la seconde, l'intransigeance

de la Fecorefi semble l'avoir définitivement convaincue du bien-fondé de camper sur sa position. Pour sa part, le Pr Patrick Mougouama-Daouda multiplie les initiatives de sortie de crise. Au point que certains y perçoivent une forme de maladresse. C'est ainsi qu'on pourrait comprendre d'une certaine manière sa récente menace de "radier les enseignants grévistes de la Fonction publique", et sa décision unilatérale d'arrêter les cours depuis hier, pour cause de vacances de Noël. Fait inédit, les écoliers, collégiens et autres lycéens reprendront le chemin des classes près d'un mois plus tard. Gageons simplement que cette période permettra un retour à l'accalmie. Bref, avec autant de situations de blocage, il serait peut-être temps que la cheffe du gouvernement monte au front.

J.KOMBILE MOUSSAVOU